

PIECE N ° 2 : AVIS D'APPEL D'OFFRES (AAO)
(Version française)

4

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT EN PROCEDURE D'URGENCE

N°002/AONR/MINADER/CIPM/2026 DU 08 JUIL 2026 RELATIF A LA SELECTION D'UN CABINET D'ETUDES DEVANT REALISER L'ETUDE POUR L'ACQUISITION D'UN SYSTEME PROFESSIONNEL DE DIGITALISATION ET D'ARCHIVAGE ELECTRONIQUE DES DOSSIERS DU PERSONNEL DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

Financement : BIP DU MINADER, imputation : 60 30 323 2 33000002 361313, Exercice 2026

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de la modernisation de la gestion des dossiers du personnel, le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres-National Restreint, en procédure d'urgence, relatif à la sélection d'un cabinet d'études devant réaliser l'étude pour l'acquisition d'un système professionnel de digitalisation et d'archivage électronique des dossiers du personnel du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural.

2. Consistance des prestations

Il s'agit de la sélection d'un cabinet d'études devant réaliser l'étude pour l'acquisition d'un système professionnel de digitalisation et d'archivage électronique des dossiers du personnel du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural.

3. Délai de livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation de l'étude objet du présent Appel d'Offres est de soixante (60) jours.

4. Allotissement

Les prestations sont réalisées en un lot unique.

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préliminaires est de quatre-vingt-dix-huit millions (98 000 000) de francs CFA.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est restreinte aux soumissionnaires retenus lors de la phase de pré-qualification, dont les noms figurent sur la liste ci-dessus (voir annexe A).

7. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget d'Investissement Public (B.I.P) du MINADER, imputation : 60 30 323 2 33000002 361313, Exercice 2026.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cet Appel d'Offres est la soumission en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, un cautionnement de soumission, vêtu d'un timbre fiscal, au tarif en vigueur, d'un montant d'un million neuf-

 9

cent-soixante mille (1.960.000) francs CFA, ayant la mention manuscrite : « Bon pour caution personnelle et solidaire à concurrence du montant suscité », établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO, valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres, accompagné du récépissé de dépôt du même montant à la Direction Générale de la Caisse de Dépôts et Consignations (C.D.EC), sise au quartier bastos à Yaoundé.

Les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative (Gouverneur, Préfet, Sous-préfet), conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres. Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet de l'offre.

10. Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes

- 5 Mo pour le Dossier administratif ;
- 15 Mo pour le Dossier Technique ;
- 5 Mo pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

11. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables au Service des Marchés du MINADER, 3^{ème} chalet téléphone : 222 22 16 24 dès publication du présent avis et la version électronique sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> dès publication du présent avis.

12. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être obtenu au Service des Marchés du MINADER 3^{ème} chalet Tél. : 222 22 16 24 dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de quatre-vingt-dix-huit mille cinq-cents (98.500) F CFA, payable au Poste Comptable du Trésor territorialement compétent.

13. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 04 AOUT 2026 à 14 heures. Une copie opérationnelle de sauvegarde de l'offre sous format PDF, enregistrée sur clé USB ou CD/DVD, devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « COPIE OPERATIONNELLE DE SAUVEGARDE DES OFFRES RELATIVES A L'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT EN PROCEDURE D'URGENCE N°002/AONR/MINADER/CIPM/2026 DU 08 JUIL 2026 RELATIF A LA SELECTION D'UN

CABINET D'ETUDES DEVANT REALISER L'ETUDE POUR L'ACQUISITION D'UN SYSTEME PROFESSIONNEL DE DIGITALISATION ET D'ARCHIVAGE ELECTRONIQUE DES DOSSIERS DU PERSONNEL DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

(A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement)

14. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les autres pièces du dossier administratif requises doivent être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances

15. Ouverture des plis

L'ouverture des offres se fera en deux temps. l'ouverture des offres administratives et techniques interviendra dans un premier temps, suivie dans un second temps de celle des offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale requise.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu le **04 AOUT 2026** à 14 heures par la Commission Ministérielle de Passation des Marchés du MINADER dans la salle des conférences de la Direction des Enquêtes et des Statistiques Agricoles (D.E.S.A) sise à l'arrière du bâtiment central. Seuls les soumissionnaires peuvent assister cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée. Celle des offres financières aura lieu au terme de l'analyse technique et ne concernera que les soumissionnaires ayant obtenu la note minimale de 80% des points.

16. Critères d'évaluation

16.1 Critères éliminatoires

- Absence ou non-conformité du cautionnement de soumission, vêtu d'un timbre fiscal au tarif en vigueur ; ayant la mention manuscrite : « Bon pour caution personnelle et solidaire à concurrence de 1.960.000 frs CFA ;
- Absence du récépissé de dépôt d'un million neuf-cent-soixante mille (1.960.000) frs à la Caisse de Dépôts et Consignations (C.D.E.C) ;
- Absence d'une pièce administrative au-delà du délai de 48 heures ;
- Fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- Non-respect des modèles de pièces ;
- Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon d'un Marché au cours des trois (03) dernières années et que l'entreprise ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le Ministre des Marchés Publics ;
- Non satisfaction de 70% des critères essentiels ;
- Non-respect du délai de livraison ;
- Absence d'une copie de sauvegarde opérationnelle des offres, en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.

NB : Toutes les pièces doivent être certifiées conformes par une autorité administrative compétente et datant de moins de 03 mois.

16.2 Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques portera sur les principaux critères suivants :

N°	Critères d'évaluation	Pts
01	Présentation générale de l'offre	05
02	Références du cabinet d'études	06
03	Compréhension de la mission et interprétation des Termes de références	45
04	Méthodologie proposée par le Cabinet	14
05	Qualifications, compétences et l'expérience du personnel clé	30
Total		100

Chaque proposition conforme se voit attribuer un score technique. Une proposition est rejetée à ce stade si elle n'atteint pas le score technique minimum de soixante-dix (70) points.

17. Méthode de sélection du consultant

Le consultant sera choisi par la méthode de sélection dans le cadre d'un budget déterminé conformément aux procédures décrites dans le présent Dossier d'Appel d'Offres Restreint.

18. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la mieux-disante.

19. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 90 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres

20. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Marchés du MINADER, 3^{ème} chalet téléphone 222 22 16 24.

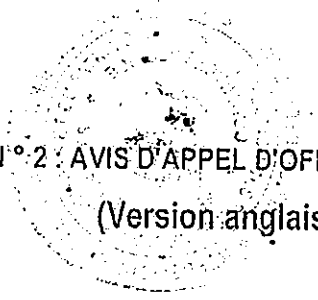
Fait à Yaoundé, le 08 JUIL 2026

Ministre



Copie :

- ARMP ;
- Maître d'Ouvrage ;
- Président CIPM;
- Affichage.



PIECE N° 2 : AVIS D'APPEL D'OFFRES (AAO)
(Version anglaise)

08 JUL 2026
RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER IN URGENT PROCEDURE N°002/RNIT/MINARD/MTB/2026 OF 08 JUL 2026 FOR THE SELECTION OF A CONSULTING FIRM TO CONDUCT THE NATIONAL STUDY FOR THE ACQUISITION OF A PROFESSIONAL SYSTEM FOR THE DIGITALIZATION AND ELECTRONIC ARCHIVING OF THE PERSONNEL FILES OF THE MINISTRY OF AGRICULTURE AND RURAL DEVELOPMENT

FINANCING: PUBLIC INVESTMENT BUDGET FOR MINARD, EXERCISE 2026: IMPUTATION: 60 30 323 2 33000002 361313.
LLECTUELLES

1. Subject of the invitation to tender

As part of the modernization of personnel file management, the Ministry of Agriculture of Rural Development, Contracting Authority, is launching a restricted national call for tenders in emergency procedure, relating to the selection of a consulting firm to carry out the study for the acquisition of a Professional system for the digitalization and electronic archiving of MINADER personnel files.

2. Nature of services

This involves the selection of a consulting firm to conduct a study for the acquisition of professional system for the digitalization and electronic archiving of personnel files for the Ministry of agriculture of Rural Development.

3. Execution deadline

The maximum time allowed by the Contracting Authority, for the completion of the study ; subject of this call for tenders is sixty (60) days.

4. Allotment

The services shall be carried out into one single lot

5. Estimated cost

The estimated cost of the operation following prior studies stands at ninety-eight million (98 000 000) CFA francs.

6. Participation and origin

Participation in this Tender is restricted to the bidders selected during the pre-qualification phase, whose names appear on the list above (see Annex A).

7. Financing

Les services provided for this call for Tenders are financed by the Public Investment Budget of the Ministry of Agriculture and Rural Development (MINARD), imputation : 60 30 323 2 33000002 361313, Exercise 2026.

8. Submission method

The submission method chosen for this call for Tenders is online submission



9. Bid bond

Each bidder must attach to his administrative documents, a bid bond bearing a tax stamp at the current rate, issued by a financial institution approved by the Ministry in charge of finance in the amount of one million nine hundred sixty thousand (1.960.000) CFA francs, paid by hand according to the formula: "Good for joint and several personal guarantee up to the aforementioned amount", accompanied by the deposit receipt at the Caisse des Dépôts et Consignations du Cameroun (CDEC); established by a banking establishment or financial organization authorized by the Minister in charge of finance and the list of which appears in document 10 of the CD in the amount of one million nine hundred sixty thousand (1.960.000) of CFA francs and valid for thirty (30) days beyond the original date of validity of the offers.

In accordance with Article 90 (7) of the Public Procurement Code, small and medium-sized enterprises with capital and national managers, as well as civil society organizations may produce, instead of the bid bond, either a certified check or a cashier's check, or a legal mortgage, or a guarantee from a banking institution or an approved financial institution in accordance with the texts in force.

10. File size and Format

For online submission, the maximum sizes of documents that will be transmitted on the platform and constituting the bidder's offer are as follows:

- 05 Mo for the administrative file;
- 15 Mo for the technical file;
- 05 Mo for the Financial offer.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

The candidate will ensure that compression software is used to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

11. Consultation of the Tenders file

The File can be consulted during working hours at the Ministry of Agriculture and Rural Development (MINADER) / Directorate of Financial Resources and Heritage / Contracts Service, Telephone: 222 221 624, 3rd chalet), upon publication of this notice, and the electronic version on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> upon publication of this notice.

12. Acquisition of the Tender File

The Consultation File can be obtained from the Ministry of Agriculture and Rural Development, Department of Financial Resources and Asset / Contracts Service in Yaoundé, 3rd chalet Tel: 222 22 16 24, upon publication of this notice against presentation of a receipt for payment of a non-refundable sum ninety-eight thousand five hundred (98.500) F CFA, payable au Poste Comptable du Trésor territorialement compétent.

13. Submission of offers

Each offer, written in French or in English, must reach the COLEPS Platform, at the latest late on 04.04.2026 à 2 p.m. An operational backup copy of the offer in PDF format, saved on a USB key or CD/DVD, must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication:

"OPERATIONAL BACKUP COPY OF OFFERS RELATING TO THE RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER IN URGENT PROCEDURE N°002/RNIT/MINARD/MTB/2026 OF 08 JUL 2026, FOR THE SELECTION OF A CONSULTING FIRM TO CONDUCT THE NATIONAL STUDY FOR THE ACQUISITION OF A PROFESSIONAL SYSTEM FOR THE DIGITALIZATION AND ELECTRONIC ARCHIVING OF THE PERSONNEL FILES OF THE MINISTRY OF AGRICULTURE AND RURAL DEVELOPMENT

"To be opened only during the bids analysis session"

14. Admissibility of offers

Subject to being rejected, the administrative documents required must be produced in originals or true copies certified by the issuing service or an administrative authority (Senior Divisional Officer, Divisional Officer...) in accordance with the Special Conditions of the invitation to tender. These documents must not be older than three (03) months preceding the original date of submission of bids or must not have been established after the signing of the tender notice.

In accordance with the prescriptions of this notice and tender file, any incomplete offer in shall be declared inadmissible. This applies especially to the absence of a bid bond issued by a first-rate bank approved by the Ministry in charge of Finance.

15. Opening of bids

The opening of tenders will take place on 04 AOUT 2026 at 3 p.m. sharp in the DESA Conference Room, by the Internal Tenders Commission at MINADER.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a duly authorized person of their choice who has perfect knowledge of the file.

16. Evaluation criteria

16.1 Main eliminatory criteria

- Absence or non-compliance of the bid bond with a tax stamp at the current rate ; with the handwritten mention : "Good for personal and joint guarantee up to one million nine hundred sixty thousand (1.960.000) CFA francs", accompanied by the deposit receipt at the Caisse des Dépôts et Consignations du Cameroun (CDEC) ;
- Absence of the receipt for the deposit of the sum of one million nine hundred sixty thousand (1.960.000) CFA francs at the Caisse des Dépôts et Consignations du Cameroun (CDEC) ;
- Absence of an administrative document beyond the forty-eight (48) hours deadline ;
- False declaration or falsified documents ;
- Failure to comply with the bid file format ;
- Absence of a sworn statement stating that a contract has not been abandoned in the last three (3) years and that the company is not included on the list of defaulting companies established annually by the Minister of Public Procurement ;
- 70% of essential criteria not met ;
- Failure to meet the delivery deadline ;
- Absence of an operational backup copy of offers in the event of a malfunction of the COLEPS platform

NB: All documents certified as compliant by a competent administrative authority and dating from less than three (03) months.

16.2. Essential criteria

The evaluation of technical bids will focus on the following main criteria :

N°	Evaluation criteria	Pts
01	General presentation of the offer	05
02	References from the research firm	06
03	Understanding the mission and interpreting the Terms of reference	45
04	Methodology proposed by the firm	14
05	Qualifications, skills and experience of key personnel	30
Total		100

Each compliant proposal is assigned a technical score. A proposal is rejected at this stage if it does not reach the minimum technical score of seventy (70) points.

17. Consultant selection method

The consultant will be chosen using the selection method within a budget determined in accordance with the procedures described in this Restricted National Invitation To Tender

18. Award

The Contracting Authority awards the contract to the bidder whose offer has been evaluated as the most advantageous.

21. Validity of offers

Bidders will remain committed to their tenders for a maximum period of ninety (90) days from the deadline set for the submission of tenders.

20. Complementary information

Complementary technical information may be obtained during working hours from the Contract's Service of the Ministry of Agriculture and Rural Development in Yaoundé telephone. 222 22 16 24.

Done in Yaoundé, le 08 JUL 2026

The Minister

Copie :

- MINMAP
- ARMP
- Contracting Authority
- Chairpersons of TB
- Notice boards


The Minister

GABRIEL MBAIRORE